

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Lorraine**

Nancy, le 24 février 2014

Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
8bis, Rue Pierre Fourier - CS 12247
54022 NANCY Cedex

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Objet : Demande d'autorisation présentée par la SAS LEXY RECYCLAGE pour l'extension de ses installations de tri et de valorisation de déchets non dangereux sur les territoires des communes de REHON et LEXY.

Réf. : Transmission préfectorale en date du 17 juillet 2013

P.J. : Projet d'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter

--	--	--

Ce document est susceptible de ne pas disposer de signature manuelle. Vous pouvez obtenir une copie de l'original signé en prenant contact à l'adresse mentionnée en en-tête.

I - Présentation synthétique du dossier du demandeur

I.1 Le demandeur

Raison sociale	: LEXY RECYCLAGE
Forme juridique	: Société à Actions Simplifiées (SAS)
Adresse du site	: Lieu dit Voye des roses - 54 720 LEXY
Pétitionnaire	: M. HENRY Patrick
N° Siret	: 440 184 687 00034
Code APE	: 3832Z

Le capital social de la SAS LEXY RECYCLAGE est de 37 000 €.

Les capitaux propres s'élèvent à 61 433 € en 2011 (en augmentation de 4,32 % par rapport à 2010). La société LEXY RECYCLAGE a réalisé un chiffre d'affaires de 1 000 000 € en 2011, pour un résultat net de 15 151 €. Le chiffre d'affaires prévu pour 2013 est de 3 400 000 € pour un résultat de 250 000 €.

La capacité de l'entreprise à honorer ses engagements financiers est jugée « assez faible » par la Banque de France.

Cette entreprise emploie 8 salariés sur son site de REHON et LEXY.

Le montant des dépenses dues aux prescriptions relatives à la protection de l'environnement est estimé à 427 000 € (terrassement et prolongation des plateformes de stockage, réseaux d'eaux de ruissellement, construction de 2 bâtiments couverts pour accueillir les installations de transformation et stocker les mâchefers...). Le plan de financement de ces dépenses est prévu sur 5 ans pour se terminer fin 2016.

Les dépenses dues aux exigences réglementaires visant à protéger l'environnement ont été établies par le demandeur : mise en place du bassin de rétention des eaux pluviales du site, construction de plateformes couvertes de stockage des mâchefers,

I.2 Le site d'implantation, ses caractéristiques

Le site du projet couvre la partie ouest du crassier de l'ancienne usine sidérurgique de la Providence. Cet ancien crassier est référencé dans BASOL, base de données nationale sur les sites et sols pollués ou potentiellement pollués, appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif.

Le crassier est actuellement exploité par la société EUROVIA, voisine du site. Une surveillance piézométrique est assurée par la société ARCELOR MITTAL FRANCE sur la partie nord et sud-est de cet ancien crassier en exploitation.

Les installations de la société LEXY RECYCLAGE sont implantées section ZC, parcelle 150, sur les territoires des communes de LEXY et REHON. Le terrain est la propriété du demandeur depuis 2006.

Les premières habitations se situent à 400 mètres au sud-ouest du site.

Les installations de tri, stockage et de valorisation de déchets de métaux exploitées par la société LEXY RECYCLAGE font partie des occupations et utilisations admises du sol dans la zone UY, dédiée aux activités industrielles selon le PLU (Plan Local d'Urbanisme) de la commune de LEXY approuvé le 13 janvier 2006.

Une installation de stockage de déchets inertes, mitoyenne du site, et exploitée également par la société LEXY RECYCLAGE est située dans la zone UY, destinée aux activités industrielles, artisanales, commerciales, de bureaux et entrepôts ainsi qu'à leurs dépendances, du POS (Plan d'Occupation des Sols) de la commune de REHON. Cette installation est séparée des installations de tri, stockage de valorisation de déchets de métaux, objet du présent dossier de demande d'autorisation.

I.3 Le projet, ses caractéristiques

La société LEXY RECYCLAGE (anciennement SG DEMOLITION) est actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral 2007-502 du 19 septembre 2008, modifié par l'arrêté complémentaire 2011-568 du 27 septembre 2011, à exploiter sur le territoire de la commune de LEXY, des installations de tri, de stockage et de valorisation de déchets non dangereux de métaux.

La société LEXY RECYCLAGE souhaite augmenter ses capacités de stockage et de valorisation de déchets de métaux, notamment de mâchefers issus d'incinération d'ordures ménagères, afin de traiter environ 30 000 tonnes de ces mâchefers par an.

A ce jour, l'autorisation de traitement porte sur une quantité de 10 tonnes par jour maximum de déchets non dangereux (y compris les mâchefers). La capacité journalière sollicitée par la SAS LEXY RECYCLAGE est de 380 tonnes par jour de déchets non dangereux (y compris les mâchefers).

Les installations projetées dans le dossier de demande d'autorisation relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L. 512-1 du code de l'environnement au titre des rubriques de classement listées dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Désignation de l'activité	Caractéristiques	Régime
2713-1	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant : 1. Supérieure ou égale à 1000 m ² : A 2. Supérieure ou égale à 100 m ² mais inférieure à 1000 m ² : D	Surface de tri/regroupement : 1 000 m² soit une quantité maximale annuelle de 10 000 tonnes de métaux ou déchets de métaux	A
2716-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1000 m ³ : A 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1000 m ³ : DC	Stockage de mâchefers d'incinération de déchets non dangereux. Volume maximal : 7 000 m³ correspondant à 2 000 tonnes de mâchefers en attente de traitement et 2 000 tonnes en attente de livraison. Quantité maximale annuelle de déchets transitant par le site : 30 000 tonnes	A
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j : A 2. Inférieure à 10 t/j : DC	Maturation des mâchefers. quantité maximale de ces déchets traités quotidiennement : 380 t Quantité maximale annuelle de déchets traités : 30 000 tonnes	A

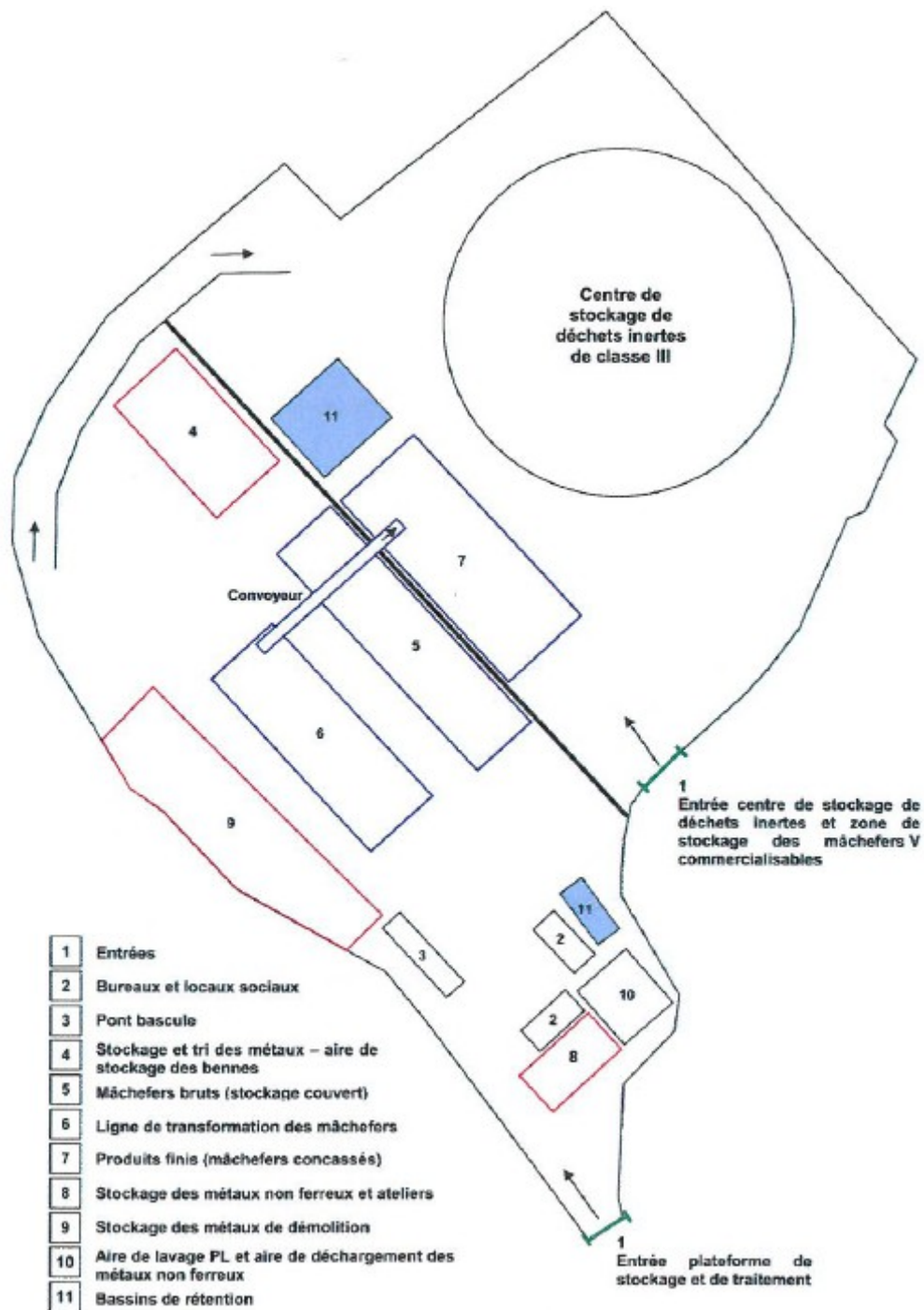
A : Autorisation

I.4 Les inconvénients et moyens de prévention

I.4.1 Configuration du site

Les surfaces d'exploitation sont les suivantes :

- stockage et tri des métaux : 310 m² (extérieur) + 200 m² (bâtiment couvert) dédiés aux métaux non ferreux,
- stockage des métaux de démolition : 710 m² (extérieur),
- stockage couvert des mâchefers bruts : 400 m², dans un hall de 880 m² contenant également la ligne de transformation des mâchefers et les stockages des imbrûlés,
- stockage couvert de produits finis (issus du traitement des mâchefers) : 380 m².



Plan des installations (ensemble du site)

I.4.2 Zones naturelles sensibles

2 sites NATURA 2000 sont présents à environ 4 km de l'emplacement du projet : la zone spéciale de conservation des forêts et marais bajociens de BAZANCY à ATHUS, et la zone de protection spéciale des forêts et marais bajociens de BAZANCY à ATHUS, situées au nord en Belgique.

2 ZNIEFF se situent respectivement à 2,5 km au sud-ouest et 6 km au sud du site ainsi qu'une ZICO à 700 m au sud du site.

Le site du projet n'est pas compris dans un périmètre de protection de captage d'eau potable. La première nappe d'eaux souterraines présente au droit du site du projet est rencontrée à une profondeur de 82 mètres.

I.4.3 Etat des sols

Le site du projet couvre la partie ouest du crassier de l'ancienne usine sidérurgique de la Providence. La géologie sous le site est formée d'éléments calcaires puis de couches d'argile compactes et de grès.

Le stockage de mâchefers avant et après traitement s'effectue sur des plateformes bétonnées et sous abri. Les produits liquides sont stockés en faible quantité et sur rétention.

I.4.4 Impact sur l'eau

Alimentation en eau

L'eau consommée sur le site provient du réseau public d'adduction d'eau potable, desservant la voie d'accès de l'établissement. Cette eau est utilisée au seul usage sanitaire.

Eaux sanitaires

Les eaux usées sanitaires seront rejetées dans une fosse septique au nord des locaux sociaux de l'entreprise. Cette fosse est vidangée régulièrement par une société spécialisée puis son contenu envoyé à la station d'épuration des eaux usées urbaines de LEXY.

Eaux souterraines

L'impact sur les eaux souterraines est faible au regard des moyens de prévention mis en œuvre par l'exploitant.

Le site du projet n'est pas compris dans un périmètre de protection du captage d'eau potable. La première nappe d'eaux souterraines présente au droit du site du projet est rencontrée à une profondeur de 82 mètres.

Une surveillance piézométrique est assurée par la société ARCELOR MITTAL FRANCE sur les parties nord et sud-est de l'ancien crassier en exploitation.

Eaux superficielles - Eaux pluviales

L'ensemble de la plateforme de 12 000 m² exploitée par la société LEXY RECYCLAGE, est imperméabilisé. Les eaux de ruissellement sont collectées et dirigées vers un bassin de rétention suffisamment dimensionné. Ces eaux sont traitées par un déboureur-déshuileur avant leur rejet dans le réseau d'eaux usées communal unitaire puis à la fin dans la Chiers. Le maire de la commune de LEXY a donné son accord, le 25 avril 2013, pour le déversement de ces eaux pluviales dans le réseau d'eaux usées communal.

L'ensemble des activités liées aux mâchefers est réalisé sous 2 bâtiments couverts de 880 m² et 380 m² de surface au sol, ce qui empêche le contact des mâchefers stockés avec les eaux de pluie. Ces eaux pluviales sont exemptes de polluants liés à l'activité de stockage et de traitement des mâchefers d'incinération. Les récépissés de demande de permis de construire figurent dans le dossier.

Le dossier présente une analyse proportionnée de l'état initial du site du projet, de la compatibilité avec le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhin-Meuse, du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du Bassin Ferrifère et des impacts du projet sur les différentes composantes environnementales.

I.4.5 Impact sur l'air

Les activités autres que celles liées au stockage et au traitement des mâchefers, de la société LEXY RECYCLAGE sont génératrices de poussières. Vu la faible hauteur des rejets de poussières, la retombée des particules s'effectue à l'intérieur et à proximité immédiate de l'établissement. Des mesures dans l'environnement ont été effectuées en mars 2013. Une émission provenant du site, des exploitations voisines et du trafic des véhicules sur le crassier a été mesurée à hauteur de 13 mg/m²/jour, ce qui peut être considéré comme faible (à titre de comparaison, la norme de référence allemande correspondant à un environnement urbain est égale à 350 mg/m²/jour).

L'environnement immédiat du site ne comporte aucune habitation ou d'usage sensible (notamment ERP).

I.4.6 Impact sonore

Les activités à l'origine d'émissions sonores sont :

- le chargement et le déchargement des métaux traités sur le site,
- le concassage et le convoyage des mâchefers,

- le cisailage des métaux (à l'aide de matériel loué).

Les horaires de travail dans l'établissement sont de 8h00 à 18h00, 250 jours par an.

Les premières habitations se situent à 400 m du site qui est enclavé naturellement, en fond de vallée, et entouré de forêt.

Dans l'arrêté préfectoral d'autorisation 2007-502 du 19 septembre 2008, le niveau sonore maximal autorisé de 7h00 à 22h00 est de 60 dB(A) et l'émergence maximale admissible dans les zones à émergence réglementée (premières habitations) est de 6 dB(A), en sachant que le travail de nuit n'est pas permis.

Une étude de bruit a été réalisée par le demandeur en novembre 2011. Les mesures ont été effectuées en 2 points en limite de propriété du site et en 3 points dans les zones à émergence réglementée.

Les résultats de ces mesures montrent un respect des valeurs limites d'émergence autorisées en ZER aux 3 points de mesure, l'émergence maximale mesurée étant de 1 dB(A), mais aussi un dépassement pour un des 2 points de mesure en limite de propriété du niveau sonore ambiant admissible. La valeur mesurée au point sud est de 61,5 dB(A) pour une limite autorisée de 60 dB(A).

Ce dépassement est imputable au trafic routier de la RD171 voisine et de la voie d'accès commune au site de la société LEXY RECYCLAGE et de l'entreprise voisine.

La mise en place d'un concasseur et de ses équipements annexes (convoyeur) pour traiter les mâchefers, engendrerait, selon l'étude d'impact présentée, un niveau sonore ambiant maximal de 64 dB(A).

L'exploitant souhaite un relèvement du niveau sonore ambiant maximal autorisé en limite de propriété, de 60 dB(A) à 64 dB(A).

Cette dernière valeur qui est inférieure à 70 dB(A), valeur limite admise par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées, en limite de propriété, apparaît acceptable.

Les émergences maximales mesurées en ZER (premières habitations) sont inférieures ou égales à 1 dB(A). Elles respectent la valeur réglementaire de 5 dB(A) s'appliquant de 7h00 à 22h00. En tenant compte du relèvement du niveau sonore ambiant maximal acceptable en limite de propriété, de 60 dB(A) à 64 dB(A), les valeurs de l'émergence resteront inférieures à 5 dB(A).

L'exploitant s'est engagé à faire réaliser une campagne de mesure acoustique en période de marche de ses installations projetées pour vérifier le respect de la réglementation relative au bruit après la mise en place de la ligne de traitement des mâchefers.

1.4.7 Gestion des déchets

Les déchets produits par la société LEXY RECYCLAGE sont essentiellement :

- des éléments grossiers issus du concassage des mâchefers,
- des métaux ferreux stockés et expédiés vers des filières de recyclage,
- des métaux non ferreux stockés et expédiés vers des filières de recyclage,
- des imbrûlés stockés et réexpédiés vers les entreprises productrices.

Ces déchets sont entreposés en bennes de manière sélective sur une aire imperméabilisée.

Les mâchefers d'incinération traités par la société LEXY RECYCLAGE proviennent exclusivement de l'incinérateur d'ordures ménagères implantés dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Les déchets de métaux et métaux non dangereux admis sur le site proviennent actuellement en grande partie de toute la France, de la Belgique et du Luxembourg, mais aussi pour une faible part d'Allemagne et des Pays-Bas.

Le dossier justifie la compatibilité du projet avec le Plan Régional d'Elimination des Déchets Industriels de Lorraine (PREDI - 1997). La valorisation des déchets accueillis sur la plate-forme de LEXY RECYCLAGE participe aux objectifs du Plan de Prévention et de Gestion des Déchets non Dangereux de Meurthe-et-Moselle dont la révision est en cours d'approbation, et du Plan Départemental de Gestion des Déchets du BTP de Meurthe-et-Moselle.

I.4.8 Trafic routier

L'activité de la société LEXY RECYCLAGE générera un trafic en moyenne de 20 véhicules par jour, constitué par la circulation de 15 poids lourds et de 5 véhicules légers, ce qui représentera un impact négligeable par rapport au trafic routier de la RD 171, reliée directement à la RN 18 et RN 52. Le trafic sur ces deux axes va de 8 600 à 20 300 véhicules par jour.

I.4.9 Impact sanitaire

Aucune voie d'exposition des populations aux polluants issus des activités de la société LEXY RECYCLAGE, n'a été mise en évidence sur le site. Les émissions liées à l'exploitation ne sont pas de nature à modifier les concentrations en polluants atmosphériques du secteur en dehors des abords immédiats du site. Les dangers faibles de l'exploitation pour la santé humaine ne justifient pas une évaluation sanitaire supplémentaire.

I.4.10 Garanties financières

Conformément au décret n° 2012-633 du 3 mai 2012, les activités pour lesquelles l'autorisation est demandée sont soumises à garanties financières pour les rubriques 2713, 2716 et 2791 de la nomenclature des installations classées. Le montant des garanties financières pour cet établissement s'élève à 52 712 €. La société LEXY RECYCLAGE n'est donc pas concernée par l'obligation de constitution de garanties financières, conformément à l'article R. 516-1 du code de l'environnement qui fixe le seuil de constitution de ces garanties à 75 000 €

I.4.11 Directive IED

Les activités de la société LEXY RECYCLAGE pourraient être visées par la rubrique « IED » 3532, de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

« Rubrique 3532 : Valorisation ou mélange de valorisation et d'élimination de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CE :

- *traitement biologique,*
- *prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération,*
- *traitement des laitiers et des cendres,*
- *traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants. »*

Les activités de la société LEXY RECYCLAGE ne sont concernées ni par un traitement biologique, ni par un prétraitement avant incinération ou coïncinération.

Les mâchefers stockés et traités par la société LEXY RECYCLAGE sur son site de REHON et LEXY ne sont pas considérés comme des « cendres », et ne sont pas des laitiers.

Les mâchefers sont broyés après avoir été débarrassés des déchets métalliques ; ce traitement n'est donc pas un « traitement par broyeur de déchets métalliques ».

L'activité de broyage et de maturation de mâchefers n'est pas une activité visée par la rubrique 3532 de la nomenclature des installations classées.

La société LEXY RECYCLAGE n'est pas concernée par la directive IED.

I.5 Les risques accidentels ou naturels et moyens de prévention

I.5.1 Risques naturels

Risque de foudre :

Les activités exercées par la société LEXY RECYCLAGE (rubrique 2513, 2713 et 2716 de la nomenclature des installations classées) ne sont pas concernées par l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées soumises à autorisation, qui prévoit la réalisation d'une étude foudre.

Risque d'inondation :

Le site n'est pas concerné par le risque d'inondation par débordement de la Chiers.

Risque sismique :

Le site est peu concerné par le risque sismique mais la société LEXY RECYCLAGE restera attentive au risque d'éboulement dans la zone d'exploitation de l'ancien crassier.

I.5.2 Phénomènes dangereux

L'étude des dangers jointe au dossier présente les phénomènes dangereux suivants :

- écoulement accidentel de gasoil provenant d'un véhicule,
- incendie d'une benne de stockage des imbrûlés,
- incendie dans les bureaux.

L'évaluation des distances d'effet conclut qu'aucun effet sur l'homme ne dépasse les limites de propriété de l'établissement.

Le seuil d'effet domino (8 kW/m²) pour le scénario d'incendie d'une benne de stockage d'imbrûlés n'est pas atteint. Les effets dus à ce scénario n'atteignent pas les limites de propriété du site.

I.5.3 Moyens de réduction des risques et de protection

L'exploitant propose plusieurs mesures de sécurité pour garantir que la situation reste acceptable :

- le site est équipé de caméras de vidéosurveillance et de détecteurs de mouvement permettant de détecter la présence d'intrus et d'éventuels départs de feu sur le site ;
- une procédure de permis de feu est mise en place ;
- l'ensemble des installations électriques est vérifié annuellement par un organisme qualifié indépendant ;
- le site est équipé d'extincteurs et dispose d'un poteau d'incendie situé à son entrée principale ;
- le site est doté d'un bassin de rétention des eaux de 310 m³, volume suffisant pour accepter les eaux pluviales (130 m³) et d'extinction d'un incendie (débit de 60 m³/h pendant 2 heures soit 120 m³) ;
- l'établissement dispose d'un plan de prévention qui reprend la liste des travaux à effectuer, la nature des risques encourus, les mesures de prévention et de protection individuelles à adopter, les horaires d'ouverture et les personnes à prévenir en cas d'urgence.

I.6 Les conditions de remise en état du site envisagées en cas de cessation d'activité

L'usage futur du site en cas de cessation d'activité et pour sa remise en état final, retenu par le demandeur est de type industriel. Cette proposition d'usage a donné lieu à un avis favorable de la part du maire de la commune de LEXY, exprimé par courrier du 17 janvier 2013, et de la part du maire de la commune de REHON, formulé par courrier 26 juin 2013, conformément à l'article R. 512-6 du code de l'environnement. Ces courriers ont été joints au dossier de demande d'autorisation d'exploiter.

II - La consultation administrative et l'enquête publique

II.1 Les avis des services consultés

Suite aux informations prévues à l'article R. 512-21 du code de l'environnement et réalisées par l'autorité préfectorale, les avis des services suivants ont été reçus par l'inspection des installations classées :

Service	Avis	Date des avis	Observations
DDT de Meurthe-et-Moselle	Pas d'avis qualifié	02/09/2013	<ul style="list-style-type: none">- Rien ne s'oppose <u>en terme d'urbanisme</u> à l'autorisation du projet.- <u>Au titre de la sécurité routière</u>, la sortie du site sur la RD 171 devra être équipée d'une signalisation STOP.- <u>Au titre de la biodiversité</u>, le dossier n'appelle pas d'objection.

ARS de Lorraine	Favorable	01/08/2013	<ul style="list-style-type: none"> - L'ARS considère que l'impact de l'activité du site sur le voisinage et la santé publique est pris en compte dans le dossier et proportionné à l'activité future de l'établissement. - Le projet n'est pas concerné par un périmètre de protection de captage d'eau destinée à la consommation humaine.
SDIS de Meurthe-et-Moselle	Favorable	29/07/2013	<ul style="list-style-type: none"> - Le SDIS 54 ne prononce pas sur les moyens qu'il engagera en cas de sinistre sur le site, ces moyens étant définis selon le règlement opérationnel validé par le Préfet de Meurthe-et-Moselle en fonction des éléments transmis à l'appel de secours. - Le pétitionnaire doit contacter le maire et la compagnie ayant en charge la gestion du réseau public de distribution d'eau pour augmenter le débit minimal d'eau dont il pourra disposer à 60 m³/h ou doit compléter son volume d'eau disponible par l'implantation d'une réserve d'une capacité minimale de 30 m³, qui devra être validée par le SDIS 54. - Le dispositif de rétention des eaux d'extinction d'un incendie devra permettre de gérer un volume total d'eaux de 250 m³.
SIDPC de Meurthe-et-Moselle	Pas d'avis qualifié	20/08/2013	
DIRECCTE Lorraine - Inspection du travail	Favorable	25/07/2013	Protections auditives nécessaires pour les travailleurs si le niveau sonore excède 85 dB(A).
INAO	Favorable	30/07/2013	Aucune remarque sur le projet, dans la mesure où celui-ci n'a pas d'incidence directe sur l'AOR « Mirabelle de Lorraine » et les IGP concernées.
DRAC de Lorraine 5service Régional de l'Archéologie)	Favorable	30/07/2013	Au titre de l'archéologie préventive.
SDAP de Meurthe-et-Moselle	Pas d'avis	31/07/2013	Données peu explicites sur l'impact paysager des 2 bâtiments construits qui ont d'ailleurs reçu un avis favorable du maire de LEXY.
GRT Gaz	Pas d'avis	29/07/2013	Sans observation.

II.3 L'avis de l'autorité environnementale

Cette demande d'autorisation a fait l'objet d'une évaluation de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement (articles L. 122-1 et R.122-13 du code de l'environnement) en date du 14 octobre 2013 concluant que, pour les enjeux identifiés, la société LEXY RECYCLAGE a présenté dans ce dossier une analyse des impacts du projet sur les différentes composantes environnementales. Les impacts y sont identifiés et traités et le dossier prend en compte les incidences directes, indirectes, permanentes ou temporaires du projet sur l'environnement.

II.3 Les avis des conseils municipaux

Commune	Avis	Date des avis	Observations
LEXY	Favorable	28/11/2013	Sans observation.
MEXY	Pas d'avis		
REHON	Favorable	13/12/2013	Sans observation.
LONGWY	Pas d'avis		
CUTRY	Défavorable	18/12/2013	Sans motivation de l'avis défavorable.
COSNES-ET-ROMAIN	Favorable	07/11/2013	Sans observation.

II.4 L'avis du CHSCT

La société LEXY RECYCLAGE employant moins de 50 personnes, ne dispose pas de CHSCT. Aucun avis n'est donc rendu, concernant ce dossier et les conclusions de l'enquête publique.

II.5 L'enquête publique

II.5.1 Son organisation

Par arrêté en date du 22 octobre 2013, Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle a prescrit l'ouverture d'une enquête publique relative au projet d'augmentation de ses capacités de stockage et de valorisation de déchets de métaux, notamment de mâchefers issus d'incinération d'ordures ménagères, présentée par la société LEXY RECYCLAGE à LEXY et REHON.

Cette enquête publique a été menée conformément aux articles L. 123-1 à L. 123-19 du code de l'environnement, du 20 novembre 2013 au 20 décembre 2013.

M. Gérald GIL a été désigné commissaire-enquêteur pour conduire cette enquête publique par l'ordonnance du tribunal administratif n°E13000179/54 du 11 octobre 2013.

La rubrique 2791-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement a déterminé un rayon d'affichage de 2 kilomètres pour l'enquête publique qui a donc concerné les communes de :

- LEXY
- MEXY
- REHON
- LONGWY
- CUTRY
- COSNES-ET-ROMAIN

La publicité officielle de cette enquête publique a été effectuée par l'insertion de l'avis d'enquête dans deux journaux à diffusion régionale :

- L'Est républicain du 22 octobre 2013 et du 22 novembre 2013,
- Le Républicain Lorrain du 22 octobre 2013 et du 22 novembre 2013.

II.5.2 Le mémoire en réponse du demandeur

Les observations inscrites sur le registre d'enquête publique et les réponses de l'exploitant à celles-ci sont récapitulées dans le tableau qui suit :

Observations de Mme WOLF, présidente de l'association APEQUA à LEXY		Réponses de l'exploitant, approuvées par le commissaire-enquêteur
1	Proposition d'utiliser un tapis roulant pour transporter les matériaux, afin d'éviter la commune de LEXY.	Tapis roulant de plus d'un km non réaliste.
2	Crainte que les métaux contenus dans le crassier voisin ne polluent les eaux de REHON et de la CHIERS.	Confusion entre le site de LEXY RECYCLAGE et l'exploitation du crassier voisin menée par la société EUROVIA. Le site de LEXY RECYCLAGE n'est pas dans le périmètre de protection du captage d'eau potable de REHON. Les analyses réalisées ne montrent aucune dégradation des eaux souterraines ni superficielles.
3	Risque d'inondation.	Les installations se trouvent sur une plate-forme, plusieurs mètres au-dessus de la route RD171a. Les installations ne peuvent pas être inondées.
4	Aggravation de la circulation déjà saturée.	La quinzaine de camions supplémentaires n'affectera pas la circulation de la RD171a qui n'est pas saturée entre LEXY et REHON, au regard des milliers de véhicules qui circulent chaque jour sur cet axe routier.
5	Arrêtés de mise en demeure pris à l'encontre de la société SG DÉMOLITION en 2009.	Les mises en demeure d'évacuer des déchets du site ont été levées et ont concerné l'ancien exploitant du site.
6	3 maisons sont situées à moins de 400 m du site contrairement à ce qui est indiqué dans le dossier de demande d'autorisation présenté.	D'après la carte fournie dans le dossier et les informations fournies par la municipalité de LEXY, la première habitation est bien située à plus de 400 m du site exploité par la société LEXY RECYCLAGE.
7	Ignorance de la destination des camions.	Destination des camions mentionnée de la page 20 à la page 28 du dossier.
8	La société LEXY RECYCLAGE est classée H5 par la Banque de France, ce qui fait douter de sa capacité à remettre le site en état au terme de l'exploitation.	La situation fragile de la société LEXY RECYCLAGE qui a cependant effectué les travaux exigés pour répondre aux exigences de sécurité réglementaires plaide pour son redémarrage rapide.
9	Future destination du site après revente éventuelle.	Ne concerne pas le dossier de demande d'autorisation déposé.
10	Protection des salariés, du matériel, du site, en cas d'éboulement.	Ne concerne pas le dossier de demande d'autorisation déposé.
11	Pourquoi une interdiction de fumer sur le site ?	Il est toujours interdit de fumer à proximité de bouteilles de gaz, oxygène ou acétylène utilisées dans l'industrie.
12	Interrogation quant au respect de la réglementation par la société LEXY RECYCLAGE.	On ne peut mettre en doute et a priori la volonté de cette société de respecter la réglementation. Les services de l'Etat sont chargés d'imposer ce respect.
13	Effets temporaires de la phase de travaux à venir.	L'essentiel des travaux est déjà réalisé.
14	Affirmations du pétitionnaire qui ne correspondent pas au nouveau PLU.	En ce qui concerne la zone où est implantée LEXY RECYCLAGE, le PLU n'a pas été modifié. La dernière modification mineure concernait un endroit de la commune très éloigné du site industriel.

15	Contestation d'informations d'ordre statistique figurant dans le dossier.	Les remarques sur des informations à caractère statistique comme des chiffres de population, la qualité de l'air ou le nombre d'entreprises sur la commune de LEXY sont sans importance par rapport à l'impact de l'activité projetée sur son environnement. De plus, l'omission de l'ossuaire militaire figurant au classement des ossuaires nationaux n'a pas d'importance puisque cet ouvrage n'est pas situé à proximité des installations.
Observations de M. SCROCCARO, au nom du groupe « Ensemble front de gauche » à REHON		Réponses de l'exploitant, approuvées par le commissaire-enquêteur
16	Transport par voie ferroviaire.	Pour des raisons pratiques, de sécurité et de coût, le transport mixte rail et route n'est pas envisagé.
17	Nature des mâchefers non recyclables.	Les déchets de mâchefers non valorisables retournent à l'incinérateur et les mâchefers non utilisables sont envoyés vers une installation d'élimination autorisée à les recevoir.
18	Nettoyage des roues à la sortie du site.	Il n'est pas prévu de laver systématiquement les roues des véhicules quittant le site.
Observations de M. FIZAINÉ, maire de la commune de MEXY		Réponses de l'exploitant, approuvées par le commissaire-enquêteur
19	Problème des vents dominants.	Les vents dominants n'ont pas d'incidence sur la qualité de l'air de la commune de MEXY. Les poussières qui s'élèvent à 4-5 mètres de hauteur sont stoppées par la toiture du hangar avant de retomber au sol.
20	Pas d'analyse des produits traités.	Les matériaux contenus dans les mâchefers sont connus (pages 16 à 26 du dossier). Les rapports d'analyses de l'année 2013 attestent du respect de la réglementation en terme de composants.
21	Bâchage des camions.	Les camions ne sont pas bâchés. Une demande à l'exploitant peut être formulée.
22	Confinement des poussières.	Idem
23	Distance de transport contraire au Grenelle de l'Environnement	Le Grenelle de l'Environnement fait des recommandations concernant les distances de transport mais n'impose pas de réglementation contraignante dans ce domaine. Le nombre d'incinérateurs d'ordures ménagères étant peu élevé, les distances de transport entre eux et les sociétés de traitement de la région sont par conséquent importantes.
24	Infiltration des eaux de pluies chargées de poussières.	L'infiltration de l'eau dans le sol doit, en effet être rendue impossible par l'imperméabilité du sol des surfaces de stockage. L'entreprise s'y engage.
25	La station de LEXY est-elle en mesure de traiter les eaux de pluies avant le rejet dans la CHIERS ?	La station de traitement des eaux usées urbaines de LEXY ne reçoit que les eaux domestiques du site.
Observations de M. HUARD, maire de la commune de CUTRY		Réponses de l'exploitant, approuvées par le commissaire-enquêteur
26	Contrat entre la société LEXY RECYCLAGE et le site d'incinération.	La société LEXY RECYCLAGE n'a plus de contrat avec l'incinérateur de mâchefers initial. Cette société peut tout de même demander une

		autorisation d'exploiter ses installations sans celui-ci.
27	Traitement des métaux lourds par le débourbeur	Les eaux du site transitant par les débourbeurs seront analysées plus fréquemment qu'une fois par an pour doser les métaux lourds qui seront réduits à une quantité voisine de 0 au vu de la qualité des mâchefers acceptés sur le site.
28	Stockage de 15 000 m ³ sous deux bâtiments de 800 m ² et 300 m ² .	La quantité de mâchefers sur l'année représente 30 000 tonnes, soit 2 500 tonnes par mois. L'entreprise ne pourra pas entreposer de mâchefers en dehors des aires de stockage prévues qui sont imperméables.
29	Destination et conditions de transport des déchets ultimes relevant d'un site de classe 1.	Les déchets ultimes sont renvoyés en incinération comme le prévoit le dossier de demande d'autorisation.
30	Bilan carbone du transport entre le site d'incinération et LEXY.	Cette enquête publique évalue l'impact sur l'environnement proche du site. Le bilan carbone n'est pas à étudier dans ce dossier.
31	Investissements trop faibles pour assurer un traitement sécurisé.	Les investissements nécessaires à un traitement sécurisé sont déjà réalisés.

II.5.3 Les conclusions du commissaire-enquêteur

Le commissaire-enquêteur, M. GIL, a remis à Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle, en date du 13 janvier 2014, ses conclusions avec un avis favorable en précisant :

« L'activité de LEXY RECYCLAGE n'avait pas jusqu'alors, et à ma connaissance, suscité les inquiétudes manifestées lors de cette enquête. Celle-ci ne portait pas sur un changement d'activité mais sur un possible accroissement de celle-ci.

Si l'attention portée par les deux communes voisines et une association environnementale sur une activité industrielle sensible est légitime, j'ai le sentiment que toutes les précautions pour préserver la santé et la sécurité de la population alentour ont été prévues.

Néanmoins, et afin de contribuer à dissiper le climat de suspicion qui peut nuire au bon fonctionnement de cette entreprise, je préconise la fermeture du hangar du côté des vents dominants, à l'ouest donc, et la recherche, trimestriellement, de la présence éventuelle des métaux lourds dans le bassin de rétention des eaux pluviales.

Ceci dit j'ai acquis, au cours de cette enquête, la conviction qu'aucun risque ne menaçait les habitants des environs de LEXY RECYCLAGE et je me déclare favorable au projet de développement de cette société ».

III - Analyse de l'inspection des installations classées

III.1 Situation administrative des installations déjà exploitées

La société LEXY RECYCLAGE est actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral 2007-502 du 19 septembre 2008, modifié par l'arrêté complémentaire 2011-568 du 27 septembre 2011, à exploiter sur les territoires des communes de LEXY et REHON des installations de tri, de stockage et de valorisation de déchets non dangereux (y compris les mâchefers) et déchets de métaux. Leur classement actuel est le suivant :

Rubrique	Intitulé de la rubrique	Volume autorisé	Régime de classement
2713-1	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712, la surface occupée par l'installation étant supérieure ou égale à 1 000 m ² .	Surface = 4 500 m ²	A
2716-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719, le volume de déchets susceptible d'être présent dans l'installation étant	Stockage en boîtes de mâchefers, le volume présent sur site étant inférieur à	DC

	supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ .	1 000 m³	
2791-2	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782 , la capacité étant inférieure à 10t/j.	Maturation de mâchefers, la capacité de traitement de l'installation étant inférieure à 10 t/j	DC

A : autorisation, DC : déclaration avec contrôle périodique par un organisme agréé

III.2 Inventaire des textes réglementaires en vigueur auxquels la demande est soumise

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui concernent les textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
18/11/2011	Arrêté ministériel relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux.
07/07/2009	Arrêté ministériel relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les installations classées pour la protection de l'environnement et aux normes de référence
29/07/2005	Arrêté ministériel fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux
07/07/2005	Arrêté ministériel fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets et concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs
02/02/1998	Arrêté ministériel modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
23/01/1997	Arrêté ministériel relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
10/07/1990	Arrêté ministériel modifié relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées

III.3 Analyse des principaux enjeux identifiés en termes de prévention des inconvénients et des risques eu égard aux textes réglementaires, à l'état de l'art, aux meilleures techniques disponibles, à leur coût et à la sensibilité du site, dans le cadre d'une approche intégrée

Au regard des éléments présentés dans le dossier d'autorisation et des observations émises au cours de la consultation administrative et de l'enquête publique, les principaux enjeux identifiés sont la gestion des eaux, la gestion des déchets et la protection contre l'incendie.

3.3.1 Gestion des eaux

La société LEXY RECYCLAGE n'effectue pas de prélèvement d'eau dans le milieu naturel.

Les zones de stockage de mâchefers sont imperméabilisées et couvertes. Les eaux pouvant être en contact avec les mâchefers, sont récupérées et analysées après passage dans un débourbeur-déshuileur. Ces analyses seront effectuées trimestriellement afin de garantir leur qualité avant rejet dans le milieu naturel.

Pour ce faire, toutes les eaux pluviales ruisselant sur le site rejoignent un bassin de rétention de 310 m³ équipé d'une vanne de sectionnement et d'un débourbeur-séparateur.

Le volume de 310 m³ est suffisant au regard des impératifs de débit de fuite (10 l/s) et de la prise en compte d'une pluie d'occurrence décennale.

Compte tenu des remarques émises lors de l'enquête publique, la surveillance des eaux sera renforcée par la prescription d'une analyse trimestrielle au lieu de semestrielle actuellement.

De même, les bâtiments abritant les mâchefers seront équipés d'une protection supplémentaire afin de limiter le contact de ces déchets avec les eaux de pluie. Un mur de protection du côté des vents dominants sera aménagé.

Les eaux domestiques seront traitées par la station d'épuration des eaux usées de la ville de LEXY, station suffisamment dimensionnée pour les recevoir. L'accord du maire de la commune de LEXY, gestionnaire du réseau communal, est fourni dans le dossier.

3.3.2 Gestion des déchets

Les déchets arrivant sur le site sont :

- les déchets de démolition de structures métalliques,
- les déchets métalliques issus des collectes sélectives,
- les mâchefers.

Les déchets sortant du site sont :

- les métaux ferreux (valorisés vers la sidérurgie et les affineurs de métaux),
- les métaux non ferreux (valorisés vers les affineurs de métaux),
- les mâchefers valorisables (recyclés en technique routière).

Les déchets non valorisables issus des mâchefers sont renvoyés vers l'installation productrice de ces mâchefers.

La traçabilité des déchets sera renforcée en imposant les prescriptions ministérielles de l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Ainsi la SAS LEXY RECYCLAGE devra tenir à jour un registre des déchets comprenant :

Pour les déchets entrants :

- la date de réception des déchets,
- le nom et l'adresse du producteur des déchets,
- la nature et la quantité de chaque déchet reçu (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l'article R 541-8 du Code de l'environnement),
- l'identité du transporteur des déchets,
- le numéro d'immatriculation du véhicule les ayant acheminés,
- l'opération subie par les déchets dans l'installation.

Pour les déchets sortants :

- la date de leur expédition,
- le nom et l'adresse du repreneur,
- la nature et la quantité de chaque déchet expédié (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du code de l'environnement),
- l'identité du transporteur de ces déchets,
- le numéro d'immatriculation du véhicule les évacuant,
- le code du traitement qui va être opéré sur ces déchets hors site.

Parallèlement **les dispositions de l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux devront être respectées**. Pour la partie valorisation routière des mâchefers, il peut être noté également que la traçabilité sera renforcée.

Ainsi, le registre des mâchefers valorisables contiendra pour chaque chargement de matériau routier quittant l'installation :

- le nom, l'adresse postale et le numéro SIRET de l'installation de traitement thermique de déchets non dangereux qui a produit les lots périodiques ayant servi à l'élaboration des différents matériaux alternatifs entrant dans la composition du matériau routier,
- le nom, l'adresse postale et, le cas échéant, le numéro SIRET du maître d'ouvrage des travaux routiers,
- le nom, l'adresse postale et le numéro SIRET de l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers,
- le nom, l'adresse postale et le numéro SIREN des transporteurs, si le transport n'est pas effectué par l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers,
- la référence des lots périodiques ayant servi à l'élaboration des différents matériaux alternatifs entrant dans la composition du matériau routier,
- la quantité de matériau routier quittant l'installation,
- la date de sortie de l'installation,
- l'usage routier effectif,
- le libellé et les coordonnées GPS du chantier routier.

Ce registre est conservé pendant au moins dix ans et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Une procédure d'assurance de la qualité liant l'exploitant, l'entreprise chargée de l'exécution des

travaux routiers et le transporteur est établie à l'initiative de l'exploitant et tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

3.3.3 Protection contre l'incendie

Considérant que les mesures de prévention et de protection prévues dans l'étude de dangers figurant au dossier sont satisfaisantes, les conséquences que pourraient avoir les accidents potentiels identifiés dans cette étude de dangers, à savoir un écoulement accidentel de gasoil provenant d'un véhicule, l'incendie d'une benne de stockage des imbrûlés ou l'incendie dans les bureaux, ne devraient pas dépasser les limites de propriété de l'établissement. En cas d'effet domino les accidents étudiés ne génèreraient pas d'effet en dehors du site.

Toutefois, les volumes d'eaux nécessaires à la lutte contre l'incendie doivent être renforcés.

En effet, le SDIS de Meurthe-et-Moselle a indiqué dans son avis du 29 juillet 2013, que le poteau d'incendie situé sur le site de la SAS LEXY RECYCLAGE est susceptible de fournir un débit de 44m³/h et non pas de 60 m³/h comme indiqué par l'exploitant.

Par conséquent, il est préconisé la création sur le site d'une réserve d'eau supplémentaire de 30 m³ (pour obtenir une capacité de 60 m³/h sur une durée de 2 heures).

La SAS LEXY RECYCLAGE devra mettre en place cette réserve d'eau d'incendie ; son implantation ainsi que son aménagement seront validés par le SDIS de Meurthe-et-Moselle.

Par ailleurs, le bassin de rétention des eaux pluviales (de 310 m³) aura vocation également à servir de bassin de confinement des eaux d'extinction d'un incendie.

Le besoin en eau d'extinction estimé par le SDIS de Meurthe-et-Moselle est de 120 m³. En ajoutant le volume d'eau lié aux intempéries (130 m³), la capacité du bassin de rétention doit être au minimum de 250 m³.

A ce sujet, il sera imposé à la SAS LEXY RECYCLAGE l'obligation de tenir en permanence un volume disponible de 250 m³ dans son bassin de rétention. Les moyens de mesure adéquats seront également prescrits à la SAS LEXY RECYCLAGE.

IV - Conclusion et proposition de l'inspection des installations classées

Au vu des éléments présentés par la société LEXY RECYCLAGE dans son dossier de demande d'autorisation pour permettre l'extension de ses installations de tri et de valorisation de déchets non dangereux sur les territoires des communes de REHON et LEXY et des résultats de l'enquête publique menée à ce sujet du 20 novembre 2013 au 20 décembre 2013, **l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle d'accorder l'autorisation d'exploiter sollicitée** en adoptant et en notifiant **à la société LEXY RECYCLAGE** l'arrêté préfectoral dont le projet est joint en **annexe** du présent rapport.

Ce projet d'arrêté préfectoral, qui abrogera les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2007-502 du 19 septembre 2008 modifié en les reprenant dans leur ensemble, devra recevoir avant son adoption, l'avis de la Commission Départementale de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST).

Au regard des dispositions déjà existantes et applicables à l'établissement, il peut être noté les mesures de renforcement suivantes :

- analyses trimestrielles des eaux pluviales récupérées avant leur rejet dans le milieu naturel,
- fermeture partielle des hangars de stockage des mâchefers en mettant en place un mur de protection du côté des vents dominants afin d'empêcher le contact des eaux de pluies avec les mâchefers stockés sous ces hangars couverts,
- implantation d'une réserve d'eau d'incendie de 30 m³ et d'un dispositif de confinement des eaux d'extinction d'un incendie d'un volume minimal de 250 m³.

En vertu de l'article 24 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, l'exploitant devra être consulté sur ce projet d'arrêté préfectoral avant sa notification.